



UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS PENALISANT POUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

Au deuxième trimestre 2026, l'économie francilienne est restée pénalisée par le contexte mondial ; de plus, elle a dû faire face à plusieurs vagues de chaleur. Dans ce contexte, les tendances ont été globalement défavorables. Le nombre de défaillances d'entreprises a continué à croître : de juillet 2025 à juin 2026, il a ainsi dépassé les 16 500 unités, la construction, le commerce et l'hébergement-restauration contribuant pour près de la moitié à ce volume ; sur le marché du travail, même si l'inflexion de l'emploi salarié privé francilien est limitée, le taux de chômage régional a de nouveau augmenté au printemps dernier et est désormais supérieur au taux observé en France métropolitaine. Au plan sectoriel, l'immobilier et la construction sont toujours à la peine, l'offre immédiatement disponible de bureaux dépassant notamment les 6,5 millions de mètres carrés dans la région ; seuls l'hôtellerie et les salons franciliens ont continué à afficher des résultats favorables.

Conjoncture française

L'économie française a échappé de peu à la « récession technique » début 2026 ; en effet, alors qu'il s'était replié de 0,2 % au premier trimestre 2026, le PIB hexagonal est resté stable au trimestre suivant. Au cours de la période, les composantes du PIB ont toutefois évolué de façon contrastée : le commerce extérieur et, dans une moindre mesure, la consommation ont soutenu l'activité tandis que l'investissement et, surtout, les variations de stocks l'ont freinée. Conséquence de ce début d'année très poussif, après les six premiers mois de l'année, l'acquis de croissance pour 2026 ne s'est élevé qu'à + 0,3 %. Parallèlement, l'emploi salarié privé a continué à peiner : les effectifs sont restés stables sur un trimestre et ont diminué de 0,2 % sur un an. Dans ce contexte, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point sur un trimestre et de 1,2 point depuis le point bas de début 2023, pour atteindre 8,1 % en France métropolitaine et 8,3 % en tenant compte des départements d'outre-mer.

Tendances à court terme

Cet été, l'économie francilienne a été confrontée aux fortes chaleurs, au niveau élevé des coûts de l'énergie, des carburants et des matières premières ainsi qu'aux incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, l'activité économique régionale a évolué de manière contrastée selon les secteurs. Ainsi, dans les services marchands, la demande a été portée par les projets de transformation, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la facturation électronique. Dans le bâtiment, le gros œuvre a bénéficié du lancement de chantiers jusque-là reportés tandis que le second œuvre a été soutenu par les travaux de rénovation et de climatisation. À l'inverse, la production industrielle a ralenti malgré le dynamisme de l'aéronautique, de la défense et du nucléaire. Dans les prochaines semaines, les débats autour du projet de loi de finances pour 2027 devraient accentuer l'attentisme, ce qui pourrait pénaliser encore plus l'activité économique.

Indice de la production nationale industrielle

2^e trimestre 2026 - glissement annuel

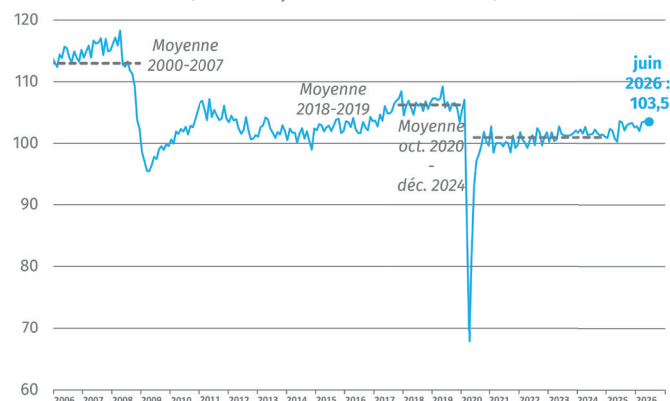
+ 1,9 %

Après avoir oscillé dans une fourchette assez réduite entre la fin de la crise sanitaire et mi-2025, l'indice de la production industrielle (IPI) hexagonal évolue depuis un an sur un rythme plus soutenu ; ainsi, en juin dernier, il était supérieur de 2,5 % à sa moyenne d'octobre 2020 à décembre 2024. Dans la continuité de cette tendance plus favorable, même sans être extrêmement dynamique, la production n'en a pas moins augmenté de 0,7 % sur un trimestre et de 1,9 % sur un an au cours du deuxième trimestre 2026.

Malgré ces évolutions positives, certains secteurs ont été à la peine au printemps dernier ; c'est le cas, en particulier, de l'industrie automobile dont la production a diminué de 4,6 % sur un trimestre et de 10,1 % sur un an.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2021)



Source : Insee

La conjoncture européenne

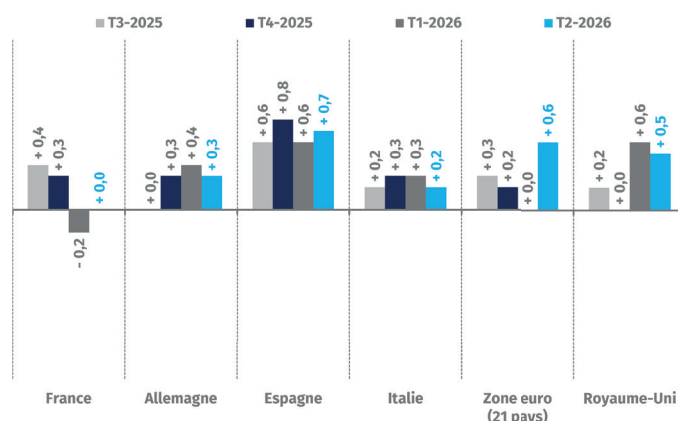
2^e trimestre 2026 - PIB de la zone euro

+ 0,6 %

Malgré la croissance nulle observée en France au deuxième trimestre 2026, le PIB de la zone euro n'en a pas moins retrouvé du tonus : celui-ci a ainsi augmenté de 0,6 % sur un trimestre au printemps dernier après être resté stable début 2026.

La croissance espagnole (+ 0,7 %) a une nouvelle fois été supérieure à cette moyenne européenne tandis que l'Allemagne (+ 0,3 %) et l'Italie (+ 0,2 %) ont également enregistré des augmentations de PIB ; de l'autre côté de la Manche, le PIB britannique a affiché une seconde hausse significative (+ 0,5 % après + 0,6 % trois mois plus tôt). Dans la continuité des trimestres précédents, le taux de chômage européen est resté stable au deuxième trimestre 2026 (6,3 % dans la zone euro et 6,0 % dans l'Union européenne en juin dernier).

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et ONS

Chiffres clés

Indicateurs	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2023 - Insee)	12,5	68,1 (France métrop. : 66,2)	18,3 % (18,8 %)
Densité de la population au km ²	1 017	123	-
PIB en volume 2024 (en milliards d'euros - Insee)	790,8	2 611,6 (France métrop. : 2 561,3)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2024 (en euros)	69 514	42 579 (France métrop. : 43 170)	-
PIB/emploi 2024 (en euros)	123 220	95 314 (France métrop. : 95 936)	-
Emplois salariés privés (2 ^e trimestre 2026 - Insee)	5 150 798	20 956 978 (France métrop. : 20 535 657)	24,6 % (25,1 %)
Taux de chômage (2 ^e trimestre 2026 - Insee)	8,2 %	8,3 % (France métrop. : 8,1 %)	-

Emploi salarié privé

2^e trimestre 2026 - glissement annuel

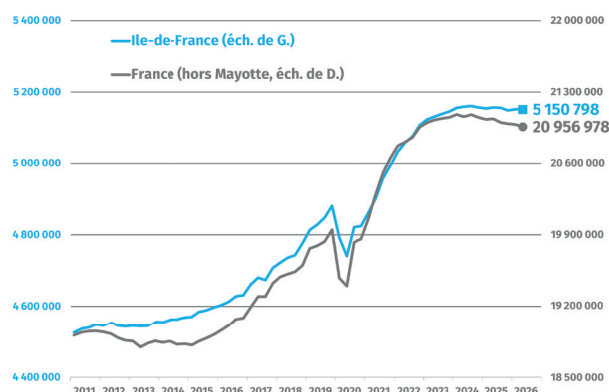
- 0,1 %

Dans la continuité de la tendance observée depuis mi-2024, l'emploi salarié privé francilien est resté quasiment stable au deuxième trimestre 2026 : - 0,0 % sur un trimestre et - 0,1 % sur un an. Ainsi, depuis le point haut de l'été 2024, l'emploi dans la région n'a diminué que de 9 835 unités, soit - 0,2 %. Malgré cette résilience globale de l'emploi salarié privé francilien, il est à noter que, au plan sectoriel, les effectifs de la construction se sont contractés de 0,4 % sur un trimestre, de 1,3 % sur un an et de 2,9 % depuis début 2024.

La tendance au niveau national apparaît quant à elle plus morose que celle observée en Ile-de-France : au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié privé a reculé de 0,1 % sur un trimestre et de 0,4 % sur un an.

Emploi salarié privé

(données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

Juin 2026 - glissement annuel

+ 6,0 %

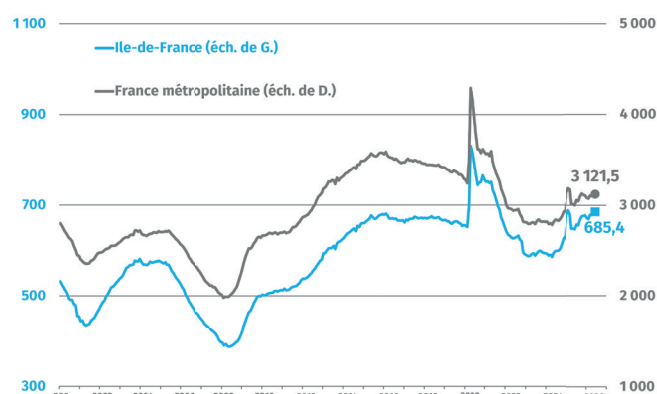
Après une pause, début 2026, dans le mouvement haussier observé depuis mi-2025, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France est reparti à la hausse au printemps dernier : en juin dernier, il s'est élevé à 685 400 unités, soit + 0,9 % sur trois mois ; sur un an, l'ampleur de l'augmentation a ainsi été portée à 6,0 %.

Au plan national, la tendance est également haussière mais s'avère moins prononcée : + 0,4 % sur trois mois et + 4,0 % sur un an.

Notes : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois

(catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Taux de chômage

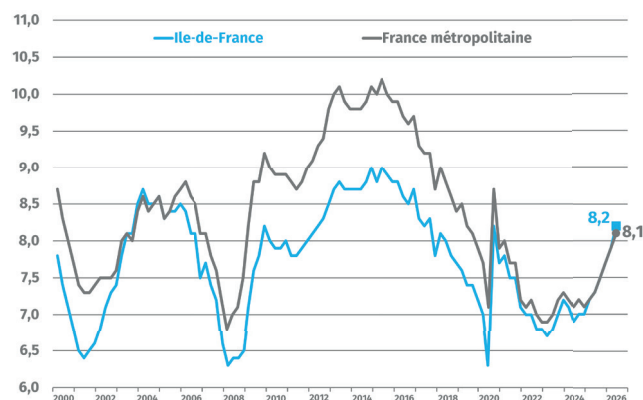
2^e trimestre 2026

8,2 %

Malgré la résilience de l'emploi salarié régional, le taux de chômage francilien a continué à croître au printemps 2026 ; il a ainsi augmenté de 0,3 point sur un trimestre au deuxième trimestre 2026 pour se fixer à 8,2 %. L'ampleur de sa hausse atteint désormais 0,9 point sur un an et surtout 1,5 point depuis son point bas de début 2023. Le taux de chômage en France métropolitaine est également orienté à la hausse ; toutefois, ce mouvement est moins soutenu qu'en Ile-de-France (+ 0,2 point sur un trimestre au deuxième trimestre 2026, + 0,8 point sur un an et + 1,2 point depuis début 2023) et, au printemps dernier, le taux francilien s'est avéré supérieur au taux national (8,1 %), une première depuis 2004 alors que l'écart a atteint jusqu'à 1,3 point, à l'avantage de la région-capitale, fin 2012 – début 2013. En effet, alors que l'évolution de sa population active reste dynamique, l'Ile-de-France ne bénéficie plus d'une hausse des emplois significativement supérieure au reste du pays.

Taux de chômage

(données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

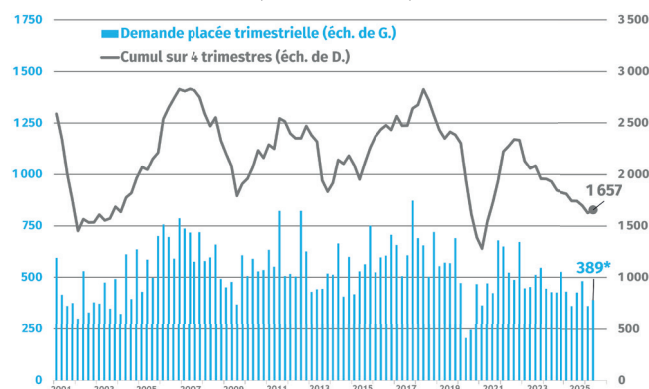
2^e trimestre 2026 - Surfaces de bureaux commercialisés

389 300 m²

Même si elle a augmenté de 8,2 % par rapport au deuxième trimestre 2025, la demande placée de bureaux en Ile-de-France n'en est pas moins restée cantonnée sous les 400 000 m² au deuxième trimestre 2026 (389 300 m²).

L'origine de cette contre-performance est, une nouvelle fois, à chercher du côté du segment des transactions de plus de 5 000 m² ; seulement deux opérations significatives ont en effet été enregistrées au cours de la période (la prise à bail de 36 800 m² pour le futur « Campus Grand Paris » d'Airbus Defence and Space à Montigny-le-Bretonneux et l'installation de Casino sur 25 700 m² dans la Tour Blanche à la Défense). Conséquence de cette morosité, le volume des commercialisations de bureaux en Ile-de-France sur les douze derniers mois s'est élevé à seulement 1 656 600 m² et l'offre immédiatement disponible a dépassé les 6,5 millions de mètres carrés au 30 juin dernier, soit un taux de vacance de 11,6 %.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat

* : données provisoires pour le deuxième trimestre 2026

Prix des logements anciens

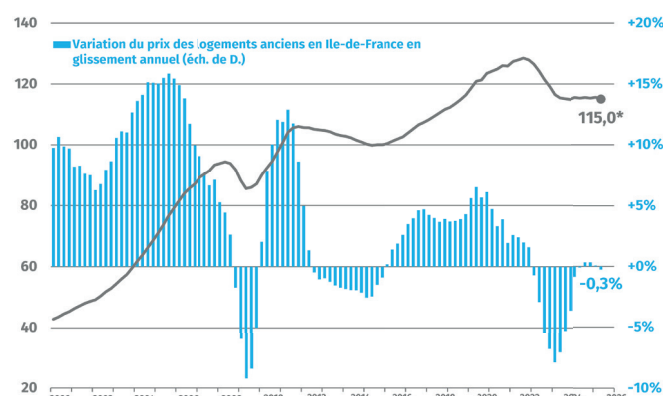
2^e trimestre 2026 - Prix des logements anciens - glissement annuel

- 0,3 %

Sur fond de crédits à nouveau plus coûteux (en France, les taux des crédits immobiliers aux particuliers sont passés d'un point bas à 3,06 % en moyenne en juin 2025 à 3,25 % en juin 2026), les prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) franciliens sont repartis à la baisse au deuxième trimestre 2026 : - 0,5 % par rapport au trimestre précédent et - 0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2025.

Le prix des appartements franciliens a toutefois mieux résisté que celui des maisons : en effet, s'il s'est réduit de 0,5 % sur un trimestre, il est resté favorablement orienté sur un an (+ 0,3 %) ; le prix des maisons s'est parallèlement infléchi de 0,7 % sur un trimestre et de 1,4 % sur un an.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee

* : données provisoires pour le deuxième trimestre 2026

Emploi intérimaire

Juin 2026 - glissement annuel

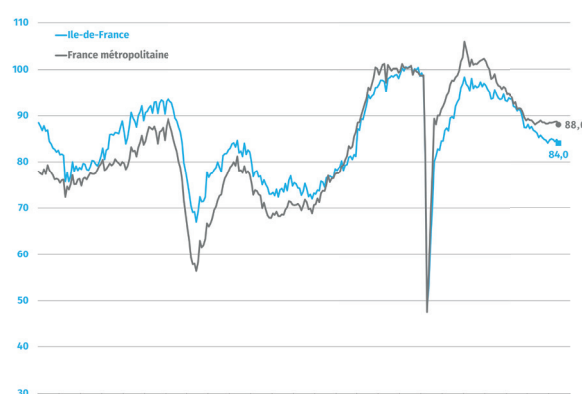
- 2,5 %

En Ile-de-France, le nombre d'emplois intérimaires est orienté à la baisse depuis quatre ans et demi désormais : ainsi, à 117 483 unités en juin dernier, l'emploi temporaire francilien - qui constitue bien souvent un indicateur avancé de la santé du marché du travail - était inférieur de 2,5 % à son niveau du même mois de 2025 et, surtout, de 14,6 % à son dernier point haut de janvier 2022.

Au plan national, le coup de frein à partir de début 2022 a été encore plus marqué qu'en Ile-de-France mais le niveau de l'emploi intérimaire s'y est désormais stabilisé ; ainsi, même si, en juin 2026, il était inférieur de 17,0 % à son niveau de janvier 2022, il ne s'est réduit que de 0,4 % sur un an.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2019)



Source : Dares

Créations d'entreprises

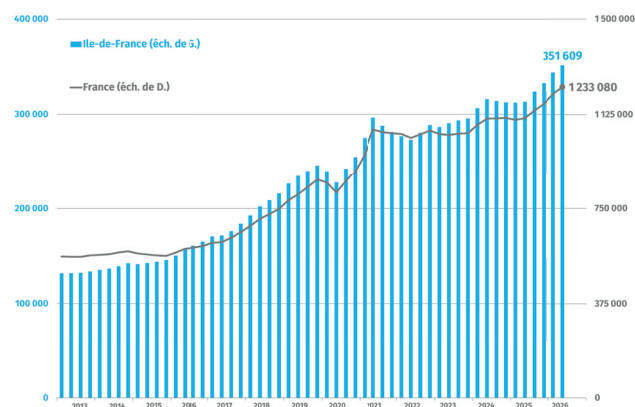
2^e trimestre 2026 - glissement annuel

+ 9,4 %

Au deuxième trimestre 2026, 86 501 entreprises ont été créées en Ile-de-France, soit 9,4 % de plus qu'à la même période de 2025, une évolution proche de celle observée au plan national (+ 9,9 %) ; dans la région, les créations sous le régime du micro-entrepreneur ont, une nouvelle fois, été particulièrement dynamiques (+ 13,6 %) tandis que les créations « classiques » ont progressé plus modérément (+ 2,5 %).

Sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2025 à juin 2026), le nombre total de créations en Ile-de-France a, pour la première fois, dépassé le cap des 350 000 unités (351 609). Toutefois, la tendance n'est pas aussi favorable pour tous les secteurs d'activité, les créations s'étant une nouvelle fois repliées au printemps dernier dans le transport (- 15,0 % sur un an) et dans les activités financières (- 10,7 %).

Créations d'entreprises en Ile-de-France
(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

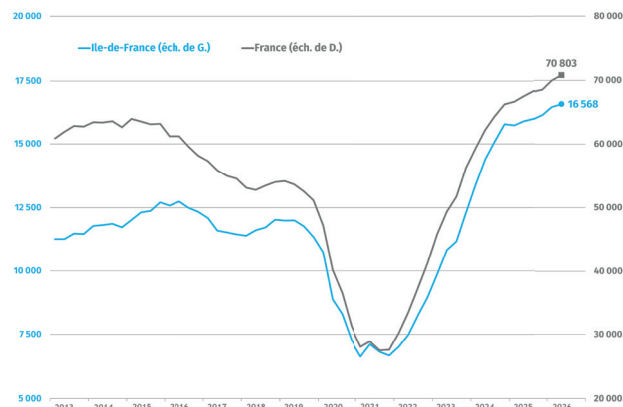
2^e trimestre 2026 - glissement annuel

+ 2,7 %

Même si la hausse a été modérée, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France n'en a pas moins continué à augmenter au deuxième trimestre 2026 (+ 2,7 % sur un an). Sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2025 à juin 2026), il a dépassé 16 500 unités alors qu'il était inférieur à 11 500 avant la crise sanitaire ; la construction (près de 3 500 défaillances sur douze mois), le commerce (près de 3 000) et l'hébergement-restauration (1 800) ont contribué pour près de la moitié à ce volume. Au plan national, l'ampleur de l'augmentation au printemps dernier a été plus importante qu'en Ile-de-France (+ 4,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026) et le cumul sur douze mois a dépassé les 70 000 défaillances (70 803 contre 51 145 en 2019).

Note : la défaillance d'une entreprise désigne l'ouverture d'une procédure collective (redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) prononcée par un tribunal compétent à la suite d'une cessation des paiements.

Défaillances d'entreprises
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Commerce extérieur

Exportations - 2^e trimestre 2026 - glissement annuel

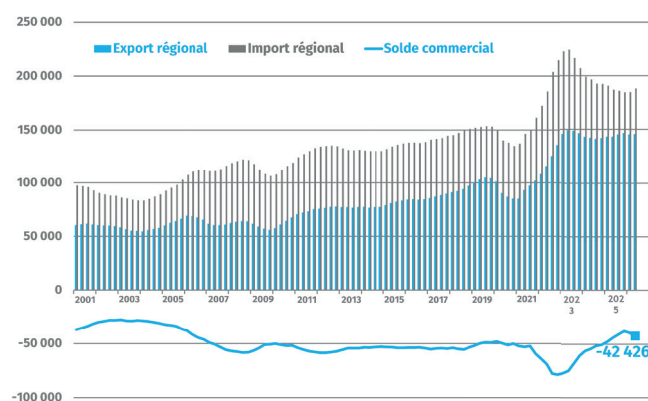
+ 1,0 %

Alors qu'elles avaient marqué le pas début 2026 sur fond de déclenchement du conflit au Moyen-Orient, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes sont reparties à la hausse au printemps dernier : + 1,0 % sur un an au deuxième trimestre 2026, après - 3,7 % au premier trimestre.

Toutefois, les importations ont, dans le même temps, augmenté plus significativement (+ 7,2 % par rapport au deuxième trimestre 2025) et le déficit commercial francilien cumulé sur les douze derniers mois est, par conséquent, repassé au-delà des 40,0 milliards d'euros (42,4 milliards d'euros contre 39,4 milliards trois mois plus tôt).

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France
(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Tourisme d'affaires

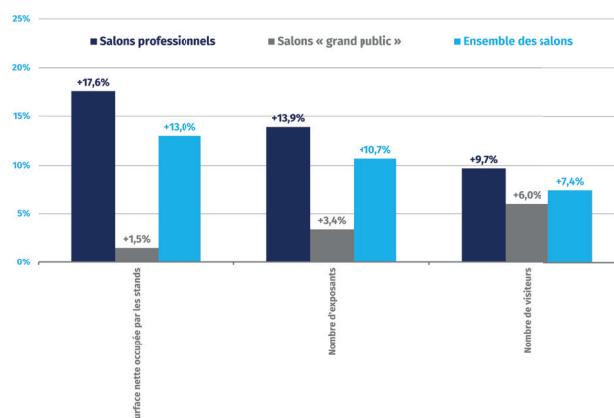
Surface nette de stands, par rapport à la session précédente - 2^e trimestre 2026

+ 13,0 %

Au deuxième trimestre 2026, les résultats de l'ensemble des salons franciliens (i.e. salons professionnels et salons « grand public ») ont été très favorablement orientés comparativement à ceux constatés lors de la session précédente (pour les salons annuels ou semestriels, la session précédente s'est déroulée en 2025 et pour les biennaux en 2024) ; ainsi, la fréquentation des visiteurs a augmenté de 7,4 %, la présence des exposants de 10,7 % et la surface nette occupée par les stands de 13,0 %.

Si les salons professionnels ont particulièrement tiré l'activité vers le haut, les salons Eurosatory et VivaTech ayant enregistré, une fois de plus, d'excellents résultats et confirmé leur rôle de locomotives, il est à noter que, parmi les salons « grand public », la Foire de Paris a battu un record d'affluence.

Evolution de l'activité de l'ensemble des salons franciliens au deuxième trimestre 2026 par rapport à la session précédente



Source : CCI Paris-Ile-de-France

Tourisme

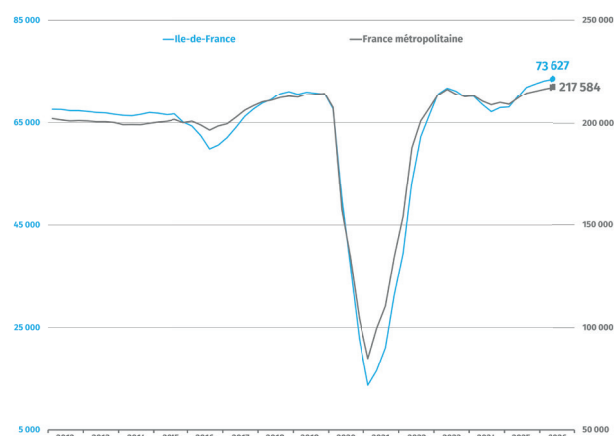
en glissement annuel - 2^e trimestre 2026

+ 1,7 %

Dans la continuité des trimestres précédents, le nombre de nuitées hôtelières enregistrées dans la région-capitale au deuxième trimestre 2026 (20,1 millions) est resté favorablement orienté : + 1,7 % par rapport à son niveau de la même période de 2025. Comme au trimestre précédent, l'activité de l'hôtellerie francilienne a été soutenue au printemps dernier par la fréquentation de la clientèle française (+ 7,6 % par rapport au deuxième trimestre 2025 contre - 2,2 % pour les clientèles internationales).

En cumul sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2025 à juin 2026), le nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France (73,6 millions) s'est avéré supérieur de 2,4 % au point haut consécutif au rebond post-crise sanitaire (printemps 2023) et de 4,1 % au volume de 2019 (dernière année avant la pandémie de Covid-19).

Nombre de nuitées hôtelières (en cumul sur 12 mois)



Source : Insee

Trafic aérien

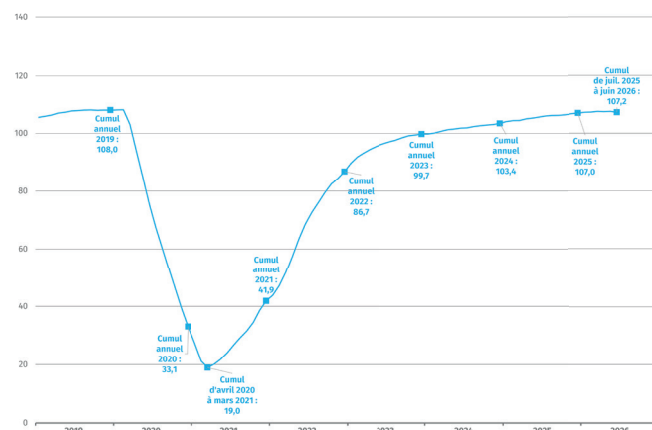
trafic passagers - 2^e trimestre 2026 - glissement annuel

- 1,2 %

Dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient, le trafic passagers de Paris Aéroport a marqué le pas au printemps 2026 ; il s'est ainsi replié de 1,2 % au deuxième trimestre 2026 par rapport à la même période de 2025, l'essoufflement ayant été particulièrement visible au mois de juin (- 3,2 % sur un an). Par conséquent, le nombre cumulé de passagers à Roissy et Orly sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2025 à juin 2026) s'est élevé à 107,2 millions, contre 107,6 millions trois mois plus tôt.

Les premiers éléments disponibles pour l'été dernier confirment cette décélération : le trafic de Paris Aéroport au cours des huit premiers mois de 2026 a été inférieur de 0,2 % à celui de la même période de 2025 alors qu'il était encore en avance (+ 0,2 %) à mi-année.

Trafic passagers de Paris Aéroport (en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

Industrie

L'activité a une nouvelle fois évolué par à-coups au printemps 2026

Comme c'est le cas depuis plusieurs trimestres, l'activité industrielle francilienne s'est montrée hésitante au deuxième trimestre 2026 : d'abord dynamique en avril, elle a nettement marqué le pas en mai avant de rebondir en juin. Globalement, le conflit au Moyen-Orient a provoqué des tensions sur les chaînes d'approvisionnement de certains secteurs et l'impact des fortes chaleurs sur l'activité n'a pas été négligeable. Dans ce contexte incertain, le taux d'utilisation de l'outil de production est repassé sous sa moyenne de long terme. Pour les prochains mois, compte tenu des tensions géopolitiques persistantes, de prix des matières premières toujours sous pression et de stocks à optimiser, les anticipations des industriels franciliens restent prudentes dans l'ensemble des branches.

Bâtiment et travaux publics

L'activité a bien résisté à la canicule

Après un premier trimestre 2026 en recul, l'activité des entreprises franciliennes des travaux publics a plutôt bien résisté au printemps dernier dans un contexte pourtant marqué, à la fois, par la faiblesse des appels d'offres, par les contraintes budgétaires des collectivités et par deux périodes de fortes chaleurs. Dans le bâtiment, même si la canicule a ponctuellement freiné la production et conduit certaines entreprises à adapter leurs horaires, l'activité dans le gros œuvre a été soutenue par une demande porteuse qui a permis le lancement de nouveaux chantiers tandis que le second œuvre a bénéficié d'une demande accrue pour les travaux liés à la climatisation et à la rénovation énergétique. Pour les mois à venir, même si les anticipations des chefs d'entreprise sont positives, les carnets de commandes n'en demeurent pas moins insuffisants tandis que la hausse des coûts continue de peser sur leur trésorerie.

Services marchands

La demande est restée prudente

L'activité des services marchands franciliens a, elle aussi, été hésitante au deuxième trimestre 2026, la demande restant globalement prudente dans un contexte marqué par l'incertitude. Les évolutions sont malgré tout restées contrastées : l'hôtellerie, l'édition, les services administratifs ou encore l'ingénierie ont notamment bénéficié d'une dynamique favorable tandis que l'activité dans la restauration et les transports routiers a été plus réservée.

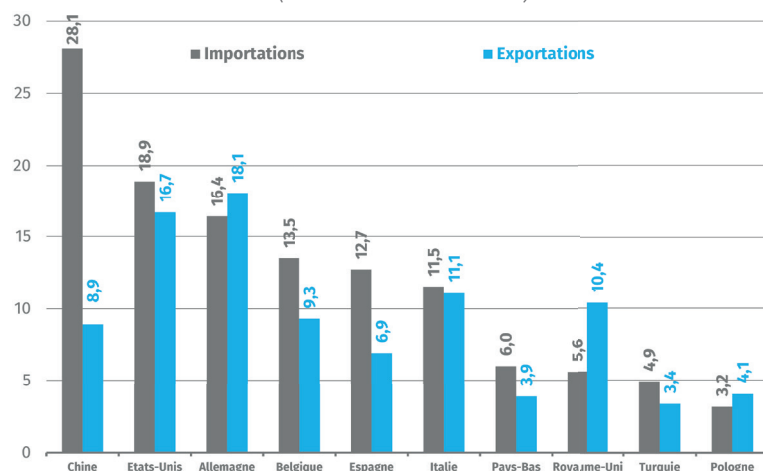
À court terme, les prévisions des chefs d'entreprise franciliens des services marchands sont globalement bien orientées mais restent teintées de prudence dans un contexte économique, fiscal et géopolitique incertain.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/conjoncture/tendances-regionales-ile-de-france>

Dossier du trimestre

Le solde commercial francilien s'améliore en 2025 malgré la guerre commerciale américaine

Montant des échanges avec les principaux partenaires de l'Ile-de-France en 2025 (en milliards d'euros)



Source : Douanes, département des statistiques et des études du commerce extérieur

En Ile-de-France, une nouvelle baisse des importations a été observée en 2025 (- 3,4 % par rapport à 2024) ; celles-ci se sont ainsi élevées à 185,6 milliards d'euros. Dans le même temps, les exportations franciliennes ont augmenté de 3,5 % sur un an pour atteindre 146,6 milliards d'euros. Le déficit commercial régional s'est ainsi réduit et s'est élevé à 39,0 milliards d'euros, soit la moitié de celui observé en 2022.

En 2025, le commerce extérieur francilien est resté fortement concentré autour d'un nombre limité de pays ; les dix principaux partenaires représentent environ deux tiers des échanges régionaux. Parmi eux figurent les États-Unis, la Chine et plusieurs voisins européens comme l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie,

le Royaume-Uni et les Pays-Bas. En 2025, les échanges avec la Chine sont restés les plus déséquilibrés : les importations franciliennes ont atteint 28,1 milliards d'euros, contre 8,9 milliards d'euros d'exportations, soit un déficit de 19,2 milliards.

L'année 2025 aura été marquée par la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Le 2 avril 2025, les États-Unis ont annoncé la mise en place de droits de douane sur les produits importés sur le sol américain depuis la plupart des pays. De nombreux rebondissements et revirements ont eu lieu durant les mois suivants, ces tarifs étaient initialement prévus à hauteur de 20 % pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Après des mois de négociation, un accord a été signé le 27 juillet 2025 ; ce texte, entré en vigueur à partir du 7 août 2025, a fixé un plafond global de 15 % sur la majorité des exportations européennes vers les États-Unis. Ces annonces ont créé un climat d'incertitude mais aussi un effet d'anticipation : certains acheteurs américains ont constitué des stocks avant l'application des droits de douanes ; les exportations franciliennes vers les États-Unis ont ainsi progressé de 2,5 % en 2025 et il faudra donc attendre le bilan complet de l'année 2026 pour mesurer les conséquences de cette nouvelle donne américaine (cf. page 5 pour les premières tendances à la fin du premier semestre 2026).

Pour en savoir plus :

« [Le solde commercial francilien s'améliore en 2025 malgré la guerre commerciale américaine](#) », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°272, juin 2026

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également des tableaux de bord de la conjoncture dans les huit départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 11, rue Léon Jouhaux 75010 Paris
e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur X, LinkedIn et Instagram

Responsable : Julien TUILIER

Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN

Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL

Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT

Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX

PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX

Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI

Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE

Rédacteurs en chef : Isabelle SAVELLI, Julien TUILIER

Maquette et mise en page : Stéphanie FOURNIER

Crédit photo : ©Adobestock

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépôt légal : octobre 2026

ISSN : 1266-3255